

COMMUNIQUE

Les béquilles de DARCOS

Le Président SARKOZY est sur tous les fronts en 2009 comme en 2008. Et bien entendu, sur celui de l'Education Nationale qui était à la fin de l'année dernière, le secteur de l'agitation sociale la plus vive. DARCOS a retiré sa réforme du lycée, sous l'alibi d'y surseoir. Mais le Président ne lâche pas une réforme aussi facilement que cela !

Donc, le 12 janvier, malgré la *bronca* des personnels, des lycéens et de certains de leurs parents de LA MANCHE, le Président a relancé la « réforme » afin d'armer le pays en vue de « *la bataille de l'intelligence* ». Pour ce faire, il a épaulé le piètre DARCOS d'un Richard DESCOINGS, directeur de Sciences Po, qu'il charge de procéder à une démarche « *d'analyse, de compréhension, d'écoute et de proposition* » et d'un Martin HIRSCH, déjà Haut Commissaire aux Solidarités actives contre la Pauvreté, en élargissant son Haut Commissariat à la Jeunesse.

Que le lycée ait besoin d'être transformé, ce n'est pas le SNCA e.i.L. Convergence qui en disconvient. Encore faut-il savoir en quoi doit consister la transformation.

DARCOS a à son actif, si l'on peut dire, d'avoir obtenu l'alignement de la voie professionnelle sur celles de l'enseignement général et de l'enseignement technologique : un baccalauréat pro en 3 ans, amputé de l'essentiel de sa spécificité.

Mais il a aussi supprimé *de facto* un diplôme qualifiant, le BEP, en en intégrant des morceaux dans le *cursus* des candidats bacheliers pro, sous forme de certifications à obtenir en préparant le bac, et en les décrochant par le contrôle en cours de formation, *id est* le contrôle continu...

Il y a donc, d'une part, alignement et, d'autre part, « modèle » : un diplôme qui s'obtient par contrôle continu avec toutes les manipulations que cela peut sous tendre, ne correspond plus du tout à l'idéal d'égalité des droits de l'Ecole républicaine qui fonde l'attestation de la qualification sur l'examen national et anonyme.

Le cheval est déjà dans TROIE !

Le Président assure que sa « réforme » ne diminuera en rien le taux d'encadrement des futurs bacheliers. Voire ...

Il ne faudrait pas perdre de vue que désormais le financement de l'Education Nationale se fait dans le cadre de la LOLF* et que les enveloppes allouées aux rectorats et aux

établissements doivent permettre des recrutements de personnels qui ne sont pas nécessairement liés à la qualification et à la compétence attestées par concours, eux aussi nationaux et anonymes. Là encore l'égalité des droits des élèves à un enseignement de qualité en prend un sacré coup !

Pour les personnels, en particulier pour les professeurs, cela augure une ère de précarité de l'emploi et, osons le dire, de manipulations dont ils risquent d'être l'objet et les victimes.

L'Ecole de la République n'est certainement pas le souci essentiel des dirigeants actuels du pays, et il n'est pas certain non plus qu'elle le soit pour nombre de ceux qui sont membres de l'opposition. En fait, l'idéologie libérale maintient son cap : le service public, y compris celui d'Education, ne doit pas absorber trop d'argent. Ce qu'il en reste doit servir d'abord à fournir de confortables canots de sauvetage aux entreprises financières et autres qui doivent dès que possible se refaire une santé et des trésors de guerre par la spéculation.

Les deux béquilles de DARCOS le Piteux ont désormais un champ d'action commun : la jeunesse en déshérence de droit à l'enseignement, l'éducation, la formation et la qualification**. Richard DESCOINGS, depuis quelques années, a ouvert aux jeunes gens issus des ZEP*** un accès hors concours à Sciences Po, au nom de la discrimination positive. La vraie question que pose la discrimination positive est celle de la cause de son émergence. Une école qui prétend uniformiser les parcours, qui nie de plus en plus la nécessité de pédagogies spécifiques au nom d'un pédagogisme outrecuidant et bourgeois ne peut être celle de tous les jeunes vivant sur le territoire national : il y faut toujours quelque emplâtre pour donner le change !

Le SNCA e.i.L. Convergence affirme que si l'Ecole faillit, c'est parce qu'elle n'est plus celle de la République. Car la République vacille : son idéal de liberté, d'égalité, de fraternité est chaque jour un peu plus dénié. La Liberté cède devant le caprice individuel, l'Egalité est la victime de scandaleuses injustices sociales, la Fraternité – celles des enfants, fils et filles de la République - est avilie par le paternalisme. L'intérêt général se confond avec l'intérêt particulier de la finance et de la spéculation dans le même temps que l'intelligence est abruti par les exigences toujours plus obscènes du consumérisme. La Cité se divise ; elle devient une lice où s'affrontent les communautarismes anti-républicains ; elle est menée par des idéologues sectaires qui ne redoutent pas la violence car ils en usent ; elle échappe au peuple ; elle oublie la démocratie et la laïcité. Jusqu'à quand ?

Ergo, censeo capitalimum esse delendum.

Saint-Firmin-des-Bois, le 15 janvier 2009

* Loi Organique relative aux Lois de Finances.

** 150, 160, 180 000 jeunes de 16 ans et plus sortent du système scolaire sans diplôme. Un tiers environ se réinsère dans un cursus de formation grâce à La Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale qui est curieusement toujours passée sous silence par les décideurs. Si la MGIEN ne fonctionne pas dans toutes les académies (ce qui est contraire à la loi), elle est ailleurs très active et soutenue efficacement par certains recteurs. C'est le cas dans l'académie de Versailles, par exemple.

*** Zone d'Education Prioritaire.